« Je meurs de soif auprès de la fontaine »

Bertrand BADRÉ*

Je meurs de soif auprès de la fontaine ;
Tremblant de froid au feu des amoureux ;
Aveugle suis, et pourtant je mène les autres ;
Pauvre de sens, parmi les sages, l'un d'eux ;
Trop négligent, souvent vainement songeur ;
Ma destinée relève d'un enchantement,
En bien et en mal menée par fortune.

Charles d'Orléans

Je meurs de soif auprès de la fontaine ;
Chaud comme le feu, je claque des dents ;
Dans mon pays, je suis en terre étrangère ;
Près d'un brasier, je frissonne brûlant ;
Nu comme un ver, vêtu en président,
Je ris en pleurs et attends sans espoir ;
Je me réconforte au fond du désespoir.

François Villon

Le *Rapport moral sur l'argent dans le monde* est rarement l'occasion de parler en vers. Et c'est pourtant 10 pieds que je choisis comme titre de cet article consacré à la finance au service de l'accès à l'eau. « Je meurs de soif auprès de la fontaine » fut le thème d'une joute poétique organisée par Charles d'Orléans à Blois où il s'était retiré après sa longue captivité vers 1460. À partir de cette première phrase, libre aux concurrents de poursuivre... Il est troublant de voir comment plus de 500 ans après avoir été écrits, ces vers résonnent encore aujourd'hui. Bien sûr, il n'est plus question de balade, ni de poésie, mais bien d'un des drames humains les plus poignants qui soient. L'eau ne manque pas. Pourtant un homme sur quatre n'a pas accès dans des conditions normales à l'eau potable. Un homme sur quatre meurt de soif près de la fontaine ! Et ce constat entre en résonance forte avec cette autre parole prophétique prononcée il y a près de 2000 ans : « J'ai eu soif et vous m'avez donné à boire ». Voyons comment finance, prophétie et poésie peuvent aussi improbablement qu'utilement se rencontrer...

L'EAU AUX MILLE REFLETS

L'eau est un sujet aux multiples facettes : il suffit de regarder une goutte

* Inspecteur des finances, ancien membre du groupe de travail présidé par Michel Camdessus sur le financement de l'eau dans le monde.

dans la lumière pour prendre la mesure à la fois de la simplicité et de la complexité du sujet. L'eau se laisse contempler, avaler même par chaque discipline.

L'Histoire avec un « H » d'abord : celle de l'homme et de l'humanité. Il n'y aurait pas de vie sans eau, nous le savons tous, et sans eau, nous ne serions pas là pour en parler.

La géographie : c'est le long des cours d'eau que les hommes s'installent, et les grandes civilisations sont nées le long des fleuves Indus, Nil, Gange, Euphrate ou Tigre.

L'esthétique : qu'il s'agisse des fontaines de centre ville ou de la poésie... Inutile d'y revenir !

L'étude des climats et leur régulation : c'est la canicule et l'eau manque ; c'est l'ouragan ou le tsunami et l'eau abonde.

La religion aussi, bien sûr : combien de récits de création qui voient le monde naître d'un océan mythique ! Et la Bible qui ne cesse d'y faire référence (le baptême, le déluge ou la Mer Rouge), alors même que tout se passe dans un environnement où l'eau est rare.

La physique et la chimie : elles nous rappellent l'importance des propriétés de l'eau, solvant universel et propagateur des ondes, des risées dans la mare aux vagues destructrices des tsunamis.

La biologie : elle fait référence aux phénomènes essentiels pour la vie que sont l'osmose, la résistance ou la capillarité. Une cellule asséchée meurt : tous les éléments sont en place, mais le réseau de communication fourni par l'eau est détruit.

Et puis, l'eau est aussi un bien, et c'est là que la finance peut interagir et pas seulement parce qu'elle aussi repose sur la liquidité ! L'eau est un bien social (nourriture, santé, paix et guerre), économique (agriculture, industrie, énergie, transport), environnemental...

Chacune de ces approches justifierait un article en soi, voire un cycle d'articles comme il existe un cycle de l'eau...

Mais concentrons-nous sur quelques questions essentielles qui se posent aujourd'hui : quel accès à l'eau pour chacun ? quelle qualité de l'eau ? gaspille-t-on l'eau quand tant en manquent ? quel prix pour l'eau ? comment la gérer et la partager entre « riverains » ? faut-il faire payer l'eau de l'irrigation ?

Ces questions se résument en fait à une seule question : pourra-t-on procurer de l'eau à tous dans cette génération, alors que plus de 1 milliard d'êtres humains vivent sans eau potable, même si, c'est vrai, on ne meurt de soif que dans les déserts et que 2,5 milliards d'êtres humains restent sans assainissement même rudimentaire ?

SI NOUS NE FAISONS RIEN, NOUS ALLONS DANS LE MUR

En cette aube du XXIème siècle, l'avènement de la mondialisation est aussi, paradoxalement peut-être, le temps du monde fini qui commence.

De ce point de vue, l'été 2003 a été un utile réveil des consciences. En France, nous avons vaguement manqué d'eau du fait de la canicule. Les piscines sont restées vides et les voitures sales. Et brusquement, un peu

comme avec l'air, nous nous sommes rendus compte de l'importance de l'eau quand celle-ci est venue à manquer, quand tourner un robinet n'a plus été un geste complètement banal. Et de fait, ces jours-là, nous avons expérimenté, bien malgré nous, une forme de solidarité nouvelle avec ceux qui connaissent cette situation tous les jours, avec ceux pour qui un robinet reste extraordinaire.

Nous avons, après d'autres, pris conscience que nous vivions dans un monde qui change, où l'on ne peut plus repousser l'horizon, changer de puit quand il est vide.

Quelles ressources ?

Depuis 4 milliards d'années, depuis que la Terre est Terre, la ressource n'a guère changé : nous le savons bien, rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme. C'est le cycle de l'eau. Notre planète (« bleue comme une orange », disait Paul Éluard) regorge d'eau. Une planète Mer plutôt !

Mais si la quantité d'eau est stable, la qualité de celle-ci et même sa forme ont varié. Essayons de mettre quelques chiffres dans un entonnoir :

- les disponibilités sont de 1 400 millions de km^3, soit 1 400 milliers de milliards de milliards de litres. Même pour 6 milliards d'hommes, cela paraît suffisant ;
- mais ces eaux sont à 97 % salées. Ce sont les océans. Il y a donc peu à faire ;
- alors *quid* des 3 % restants :
  - 75 % dans les glaciers ;
  - 24,9 % en eaux souterraines ;
  - et il reste donc moins de 0,1 % de ces 3 % qui ruissellent de manière potentiellement utile, soit 40 000 km^3. Est-ce peu ou beaucoup ? Beaucoup quand même : cela représente 15 000 litres par jour et par homme. On en consomme en Europe de 300 à 400 litres. *In fine*, nous ne consommons donc que 5 % de ces 0,1 % de ces 3 % !

Les problèmes commencent là !

Les inégalités sont d'abord géographiques : tout le monde n'a pas accès à « ses 15 000 litres quotidiens ». Il y a beaucoup plus d'eau au Canada ou en Amazonie qu'au Moyen-Orient ou en Californie. Le Koweït dispose de 10 m^3 d'eau par habitant et par an et en est réduit à troquer de l'or noir contre de l'or bleu, alors que le Groenland en dispose de 10 millions de m^3 ou la France de 7 000 m^3. L'Amazonie abrite 1 % de la population pour 15 % de précipitations, la Chine en abrite 22 % pour 7 % de précipitations. Vingt-six pays sont en situation de pénurie (inférieur à 1 000 m^3), 10 % de la planète est en « stress hydrique » (les prélèvements sont supérieurs au renouvellement naturel) et la proportion ne cesse d'augmenter en Afrique Saharienne, Orientale et Australe, au Proche et au Moyen-Orient, au sud-ouest des États-Unis et au Mexique, sur la façade pacifique de l'Amérique Latine et en Asie Centrale.

L'organisation des Nations unies (ONU) a identifié d'ailleurs plus de 300 situations de conflits potentiels qui viennent alimenter le fantasme de la guerre de l'eau. Un vieux fantasme qui nous ramène à la poésie : « qui te rend si hardi de venir troubler mon

breuvage », faisait dire Jean de La Fontaine au loup de la fable. Les rivaux sont au bord de la rivière. Il est vrai qu'il existe 200 bassins versants partagés. Le Congo ou le Nil sont partagés entre 9 États, l'Amazone entre 7 États et le Mekong entre 6 États. 95 % des eaux de la Hongrie ou de l'Égypte viennent de l'extérieur, 90 % pour les Pays-Bas et encore 50 % pour l'Allemagne. Pourtant, il est rare que l'on se batte pour de vrai. Une convention de 1947 interdit ainsi le bombardement des barrages. Une forme de vieille sagesse humaine semble toujours l'emporter.

Les inégalités existent aussi dans le temps ! Un pays tempéré n'est pas un pays de mousson. Et nombre de pays connaissent une saison sèche et une saison humide, sans parler des crues.

La qualité des eaux est une inégalité criante. Même si l'eau coule, l'usage qui en est fait « au fil de l'eau » n'est jamais neutre. Qu'elle soit utilisée pour refroidir une centrale et réutilisée immédiatement ou pour l'irrigation et qu'il faille attendre plusieurs siècles, l'eau est transformée : pollution, gaspillage et modification de l'environnement sont le lot commun. Pensons en vrac aux marées noires, à la déforestation, aux rejets urbains, à l'assèchement des lacs et des mers intérieures, aux atteintes à la biodiversité, à « l'évaporation » des zones humides maintenant drainées et assainies.

L'eau est utilisée partout. Dans l'agriculture d'abord (70 % de consommation) : il faut 1 500 litres pour 1 kg de blé, 4 500 pour 1 kg de riz. C'est de l'eau que nous mangeons. Et l'agriculture rejette des eaux polluées entraînant une pollution des nappes. La surexploitation des terres est encouragée par tous : il faut augmenter la production pour nourrir la population en croissance. L'irrigation est au cœur de la révolution verte. Dans de nombreux pays, la déforestation est massive. Les rives du Niger ne tiennent plus le cours du fleuve. Les fleuves sont abîmés. La Mer d'Aral disparaît : 90 % des eaux de l'Amou Daria et du Syr Daria sont prélevées pour le coton.

L'eau est utilisée dans l'industrie et pour la vie urbaine ensuite : il faut 10 tonnes d'eau pour raffiner 1 tonne de pétrole (le moteur à eau existe déjà !), 270 pour 1 tonne de papier et 5 000 pour 1 tonne de fibres synthétiques. Les égouts rejettent sans contrôle dans les grandes métropoles du tiers monde : 2 milliards de tonnes de déchets dans l'eau chaque jour ! Et 1 litre d'eau usée pollue 8 litres d'eau douce. En Chine, 80 % des déchets industriels sont rejetés sans traitement.

Et surtout, l'eau maltraitée fait 8 millions de morts par an dont 50 % d'enfants (diarrhées, vers intestinaux, choléra, paludisme, trachome entraînant une cécité...).

Quelle demande ?

Au-delà des consommations agricoles et industrielles, quelques chiffres de consommation encore : lave-vaisselle (40-50 litres par lavage) ; lave-linge (100 litres par lavage) ; bain (200 litres par lavage contre 100 litres pour une douche), lavage voiture (30-50 litres par lavage)... Nous y sommes habitués. Interrupteur et robinet : même combat. Mais qu'en pensent les milliards d'êtres humains qui en sont privés. Il faut qu'ils nous rejoignent,

mais s'ils nous rejoignent, alors « bonjour les dégâts ». C'est pourquoi il faut réfléchir ensemble.

La demande explose. Elle est poussée par la démographie d'abord. Il y a 30 habitants supplémentaires par heure à Djakarta ou à Sao Paulo et 65 à Dhaka (Bengladesh). Et cette hausse est la plus forte là où l'eau est déjà rare. Mais la demande est poussée aussi par la croissance de l'économie : 1 % de PNB, c'est 1 % d'eau en plus et même davantage en réalité, car la croissance est gourmande en eau.

Quel stockage ?

On dénombre 40 000 barrages de plus de 15 mètres, dont plus de 90 % construits depuis 1950. Cela représente 6 000 km^3 d'eau stockée soit plus de 1 an de consommation mondiale. Mais le procès est permanent. Les bénéfices sont connus : énergie, contrôle des flux, gestion de la ressource en eau potable, poumon de l'irrigation... Les inconvénients sont aussi connus : perturbation de l'environnement et déplacement de populations (2 millions de personnes dans les Trois Gorges en Chine). Et dans le doute, on ne construit plus, ou de moins en moins, de barrages, alors que les inégalités restent criantes : 5 à 8 000 m^3 stockés par habitant au Nord contre quelques mètres cube en Éthiopie ou au Kenya.

Chronique d'une impasse annoncée

L'impasse est d'abord morale : 25 % des hommes sont sans eau potable, 40 % sans assainissement. C'est une question de fraternité élémentaire. Il existe même un « droit à l'eau » et celui-ci a été rappelé, de fait sinon de droit, dans les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) adoptés à New York en 2000 et à Johannesburg en 2002.

Cette impasse est imposée aux femmes : les femmes travaillent en Afrique 4 à 5 heures de plus que les hommes et transportent de 10 à 40 tonnes d'eau et de bois par an sur 1 km soit 7 fois plus que l'homme. Et leurs filles les accompagnent... Que de temps et d'énergie gaspillés !

L'impasse est agricole : la course à la production et au rendement n'est pas tenable sur une terre où l'homme n'est pas en contrat à durée déterminée. Faire payer l'eau aux agriculteurs est le sujet tabou par excellence ! La paix sociale dans les campagnes est à ce prix...

L'impasse est évidemment environnementale, mais elle est aussi sanitaire avec plus de 20 000 morts par jours, dont la moitié d'enfants.

Enfin, l'impasse est financière et politique. L'eau n'a pas de prix, mais elle a un coût. Comme quelqu'un nous le disait : « Si l'eau est un don de Dieu, celui-ci n'a pas prévu les tuyaux ! ». Ainsi, le coût du raccord à l'eau pour un appartement neuf pour 3 personnes dans une ville nouvelle est de 3 500 euros, dont 1 700 euros pour collecter les eaux usées et 1 000 euros pour les épurer et les rejeter. Comment payer ?

Cela est d'autant plus difficile que personne ne s'y intéresse. L'eau est orpheline. Le politique ? Pas motivé : on ne donne pas son nom à un égout ! Et puis personne ne meurt de soif. Le secteur privé, tant dénoncé ? Les

grandes entreprises s'en vont : les pays sont à risque, les coûts sont élevés, les projets de longue durée en environnement sont incertains et ils font l'objet d'attaques de toute part... Les multilatéraux et le circuit de l'aide publique au développement (APD) : seuls quelques pour cent sont dirigés vers l'eau. Quant aux organisations non gouvernementales (ONG) : si certaines agissent avec générosité et intelligence, d'autres avancent avec mauvaise foi et arrière-pensées. Il n'y a pas de héros de l'eau !

COMMENT FAIRE FACE AU SCANDALE ?

Une bonne nouvelle quand même : l'eau est redécouverte depuis quelques années et avec timidité.

L'eau a négocié petit à petit sa présence dans les sommets internationaux, mais cela reste encore fragile. Rappelons ainsi, pour mémoire : la décennie de l'eau 1981-1991, l'Agenda 21 de Rio en 1992, les OMD, l'adoption en Afrique du Nepad (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique), et enfin les trois sommets de l'eau jusqu'à Kyoto en 2003, et avant Mexico en 2006, les sommets du G8.

Petit à petit, on découvre sa complexité, on s'habitue à l'idée qu'elle peut avoir un prix, on discute du rôle de la tarification et des mécanismes de marché, de la valeur relative des différentes utilisations, de l'idée de gestion intégrée, des besoins vitaux des pauvres, ou du rôle potentiellement positif des capitaux privés. Cela paraît simple et même aller de soi, mais il faut bien garder à l'esprit que chacun de ces points a été acclimaté, discuté, négocié.

Surtout le stade de la pure rhétorique a été dépassé et l'impasse financière est maintenant chiffrée : il faut envisager 100 milliards de dollars par an d'investissement pendant 25 ans pour qu'enfin le rêve de l'eau pour tous devienne réalité.

L'élan donné est fragile, mais quelques mots clés s'imposent petit à petit : partenariat, objectif partagé, développement durable. Et l'on comprend aussi de plus en plus que l'Afrique est au cœur de tous les combats à mener, le continent où toutes les impasses s'additionnent.

La démarche du groupe de travail présidé par Michel Camdessus s'est inscrite dans ces perspectives et a voulu répondre de la manière la plus concrète à ces interrogations en ouvrant un certain nombre de pistes.

D'abord refaire de l'eau une priorité. Elle est devenue, un peu par raccrochage, un des OMD qui stipule qu'il faut, d'ici à 2015, diviser par deux le nombre de personnes sans accès à l'eau potable et à l'assainissement, alors qu'au contraire il faudrait reconnaître que l'eau est essentielle à la réalisation de tous les autres objectifs : santé, éducation... L'eau doit devenir un objectif majeur compte tenu de son impact systémique. Cela signifie concrètement qu'il faut construire 400 000 raccords par jours, 7 jours sur 7, 365 jours par an. Une question : comment financer cet OMD ? comment trouver 100 milliards de dollars par an ? Enfin une vraie question prosaïque.

Aux yeux du groupe réuni par Michel Camdessus, tout paraît mal parti, pourtant :

- il n'y a plus d'argent public disponible ;
- il faut donc recourir à l'argent privé ;
- mais celui-ci « sent mauvais » ;
- en plus, il se fait rare dans l'eau et les pays en voie de développement ;
- donc nous sommes dans une nouvelle impasse.

Une tentation facile est refusée : celle du grand fonds mondial pour l'eau à 50 milliards de dollars. Et après 18 mois de travail, la réponse s'impose d'évidence : il suffit de tout inverser, d'abandonner le grand schéma mondial et de mettre le « local » au cœur de la réflexion, et, accessoirement, de doubler la participation financière de chacune des parties prenantes. Puisqu'on dépense 100 milliards de dollars et qu'il en faut 100 de plus, la multiplication par deux est l'arithmétique la plus naturelle.

La gouvernance : au cœur de la réflexion

Un premier constat : avant la finance, il y a la gouvernance. L'eau est d'abord et avant tout une question locale. On est d'un bassin avant d'être d'un pays !

L'inventaire des difficultés est aisé, même s'il paralyse le plus souvent : faible priorité politique, confusion des objectifs sociaux, écologiques et commerciaux, mauvaise gestion, corruption, absence de réelle régulation, immaturité des débats sur les tarifs...

Le sujet est peu attractif pour le privé : la rémunération est faible et surtout elle est soumise à renégociation permanente dans un cadre instable, comme l'ont rappelé les difficultés affrontées, par exemple, par Suez aux Philippines et en Argentine. Le financement se fait en monnaie forte et les recettes sont en monnaie locale. Une dévaluation devient vite une catastrophe sans ajustement des tarifs. Comme ces ajustements sont difficiles, ils sont retardés et donc encore plus difficiles ! Le cercle devient vicieux.

Il faut donc tout changer ! Mais qu'est-ce que la bonne gouvernance ? C'est un mode de gestion plus qu'un système de pouvoir. Il s'agit d'organiser le partage des responsabilités entre pouvoirs publics, intérêts privés et société civile. Ce que, par parenthèse, la France a su bien faire avec ses agences et comités de bassin. Vive le partenariat public-privé bien compris !

Redonner le pouvoir au « local » est une vraie révolution. Surtout dans des pays souvent centralisateurs parce que fragiles ou décentralisateurs sous la pression. Et pourtant, c'est l'évidence : l'eau se transporte peu. Il n'existe pas de marché de l'eau comme il existe un marché de l'électricité ; nous en sommes loin : ce n'est pas une priorité politique, à aucun niveau. L'eau n'est pas considérée comme un bien productif à la différence, là aussi, de l'électricité ou des télécoms. Les crédits sont rares. Les banques ne prêtent pas au niveau local et l'État demeure au centre du jeu.

Pourtant, combattre la corruption se fait mieux au niveau local, comme définir les responsabilités ou rendre des comptes. Les États doivent accepter de définir le cadre national dans lequel s'inscrira une exécution locale. Il faut rendre le pouvoir aux municipalités (*empowerment*), redonner une responsabilité aux citoyens. Dans cette perspective, il n'est pas indifférent de

valoriser chez nous la coopération décentralisée, l'assistance technique et le rôle des ONG de terrain.

Que doit payer l'usager ?

C'est la place laissée à l'autofinancement, première source de financement. Balayons une hypocrisie tenace : l'eau deviendrait trop chère. C'est oublier que les pauvres paient déjà leur eau très cher : ils ne meurent pas de soif et achètent leur eau au litre à des vendeurs à la sauvette. Ils sont les premiers demandeurs d'un raccordement, d'un accès au précieux robinet.

Il faut pourtant éviter deux écueils :
- le *full cost recovery*, d'un côté, qui est inapplicable compte tenu du montant des investissements ;
- la gratuité, de l'autre : celle-ci aboutit au gaspillage là où l'eau est en abondance et à aucun raccordement pour les plus pauvres ailleurs.

L'objectif est d'arriver à une tarification durable (*sustainable*). Il s'agit de couvrir 100 % des coûts récurrents, de prendre en compte les coûts liés au financement et au renouvellement des installations, de calibrer la part laissée au consommateur en fonction de la capacité de ce dernier à payer et de la nature des besoins en eau, notamment en distinguant les premiers mètres cubes nécessaires à l'alimentation et à l'hygiène, qui, à la limite, devraient être quasi gratuits, des derniers mètres cubes destinés, pour ceux qui ont ce luxe, au remplissage de la piscine. C'est un système proche de celui adopté par l'Afrique du Sud, par exemple.

Il y a, encore et toujours, une limite : que faire avec l'agriculture ? 50 % de l'eau agricole est gâchée. Il faut viser à développer de meilleures techniques d'irrigation, à choisir des variétés adaptées, à commencer à augmenter les prix des *inputs* avant ceux de l'alimentation. Là aussi, il y a une révolution à entamer...

L'argent privé : toujours tabou ?

Le débat privé a été perturbé par l'exemple britannique : dans les années 1980, Margaret Thatcher a privatisé et a paru montrer l'exemple au monde. Avant, seule la France avait eu recours aux investissements privés. Aujourd'hui, très loin des perceptions collectives, ils ne représentent que 5 % du total. Seulement 10 % de la population mondiale a de l'eau effleurée, à divers titres, par le privé. L'argent privé ne marche pas aujourd'hui. Il est décrié. Surtout, il y en a de moins en moins.

Pourtant, la mondialisation tant critiquée par ailleurs met à notre disposition des moyens et des outils puissants et adaptés.

Les marchés financiers d'abord : marchés locaux en premier, internationaux ensuite quand ils rémunèrent correctement le risque. Et il faut les y aider.

Les garanties ensuite : elles peuvent revêtir des formes variées pour faire face à plusieurs risques au-delà du seul risque politique (nationalisations, expropriations...) dans un contexte où les échéances atteignent 30 ans ou plus. L'objectif est simple : créer de la confiance là où les investisseurs voient de la défiance.

À côté de ces outils, il faut s'efforcer de mobiliser l'épargne locale pour faire face à des coûts locaux selon un principe simple : « *pouloutes in, pouloutes out* ». Le problème est que ces marchés n'existent pas sur les montants envisagés et sur des durées aussi longues. Surtout, l'essentiel des ressources est capté par les Trésors nationaux. Dans ce cas aussi, il faut développer le recours aux garanties, savoir mobiliser les collectivités locales, les fonds de pension quand ils existent, comme en Amérique Latine. Tout cela naturellement prend du temps.

Au-delà du financement des grands projets, il faut viser à faciliter le financement bancaire des plus petits acteurs locaux. Ils doivent avoir leur place aussi.

L'objectif est bien d'augmenter l'investissement privé et d'inverser la courbe. Cela suppose aussi de renforcer le cadre juridique, de favoriser l'indépendance et la qualité des régulateurs, et d'envisager un débat serein sur la réforme tarifaire.

Quel argent public ?

Le cadre est favorable. Depuis le sommet de Monterrey en 2002, les pays développés ont décidé et mis en œuvre une hausse de leur APD. Le PNB mondial est de l'ordre de 40 000 milliards de dollars. La variation annuelle est de l'ordre de 1 500 milliards de dollars. Quand on évoque 100 milliards de dollars par an, on parle bien de moins de 10 % du delta. Nous en sommes loin. L'APD pour l'eau est limitée et surtout concentrée sur un nombre restreint de pays.

De nouveau, il faut inverser la courbe et augmenter les financements publics. Cela passe par le développement de partenariats publics-privés et par le recours plus systématique à des systèmes fondés sur l'*output-based aid*.

Les banques de développement doivent enfin pouvoir prêter au niveau local. Autre révolution !

Les financements publics doivent sans doute être concentrés sur les zones rurales et laisser une part plus importante au financement privé mieux adapté dans les zones urbaines. Ils doivent pouvoir servir de catalyseur entre les États, les collectivités locales, les ONG et les donateurs de toute nature. La facilité de la Banque africaine de développement pour l'accès à l'eau en milieu rural, mise en place en 2005, est, de ce point de vue là, un bon outil.

La taxation internationale pourra, à terme, être un relais utile pour financer l'accès à l'eau en milieu rural pauvre.

Enfin, les institutions financières multilatérales doivent être au cœur de la mise en place des outils de garantie attendus par les investisseurs privés et publics locaux. Ils sont les constructeurs de confiance. Ils doivent pouvoir aussi jouer un rôle particulier pour faire face aux difficultés à répétition liées aux changes. Encore une fois, à défaut d'être révolutionnaire, il n'est pas interdit d'être créatif.

S'il n'y avait qu'un seul message à retenir, il serait le suivant : financer l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous : oui, c'est possible ! Nous pouvons réparer cette injustice majeure.

Et c'est le travail d'une génération : 20 ans. Il ne faut pas laisser le doute s'insinuer de nouveau et la fatigue pointer le bout de son nez.

« Je meurs de soif auprès de la fontaine ». « J'ai eu soif et vous m'avez donné à boire ». C'est à chacun de nous que ces paroles s'adressent. Citoyen, contribuable, donateur ou actionnaire, nous avons, avec chacune de ces casquettes, les moyens de nous faire entendre. Ces mystères ne nous dépassent plus !

Et surtout, rappelons-nous que si l'eau va mal, la Terre va mal. Comme l'avait dit joliment un article paru à l'occasion de la sortie du livre intitulé *Eau* : « l'eau ne meurt jamais seule ».

Cet article reprend les idées avancées dans *Eau*, Michel Camdessus, Bertrand Badré, Ivan Chéret et Pierre-Frédéric Tenière-Buchot, Robert Laffont, 2004. Cet ouvrage, lui-même, prenait appui sur les conclusions du rapport *Financer l'eau pour tous* présenté au sommet de l'eau de Kyoto en 2003 et fruit du travail d'une commission de 20 membres présidée par Michel Camdessus et dont l'auteur de cet article a fait partie.